

PLAIDOYER EN FAVEUR DES ARMÉNIENS DE GEORGIE

Durant les années qui précèdent la chute de l'URSS, les Arméniens vivants de ce côté-ci du rideau de fer montrèrent au monde que la Question arménienne était toujours un grand sujet de politique étrangère.

Comme ce fut hier le cas pour l'Arménie occidentale et la Cilicie, des lieux comme Artsakhk, Djavakhk, Gandzak, Nakhitchevan, etc., sont aujourd'hui projetées au cœur du Grand Jeu qui se déroule autour de la Caspienne. Ce sont ces territoires arméniens qui doivent être en priorité au centre des préoccupations politiques de nos forces vives en diaspora car ils contribuent, par leur existence pérenne, à l'actualisation de la Question et de la Cause arménienne.

Le Djavakhk est l'un de ces territoires.

Il est situé au sud-est d'un Etat fédéral composé par les Républiques de Géorgie et d'Adjarie. Peuplé par 98% d'Arméniens, flanqué d'une frontière commune avec l'Arménie et ... la Turquie, ce territoire arménien, qui fut rattaché arbitrairement à la république soviétique de Géorgie, est situé au cœur d'un vaste enjeu géopolitique.

L'endiguement des arméniens dans le sud du caucase

La politique régionale en matière de transport dans le sud du Caucase heurte directement les intérêts vitaux du peuple arménien. En effet, l'Arménie ne bénéficie pas de la ristourne de 50% accordée par la Géorgie à l'Azerbaïdjan pour le transit de marchandises. Pourtant, si l'on se réfère au programme Transport Corridor Europe Caucase Asie, l'Arménie a droit au même traitement. Afin de justifier cette différence, la Géorgie se retranche derrière un prétexte fallacieux : pour elle, les flux de marchandises seraient insuffisantes pour que sa voisine bénéficie d'une telle réduction. De son côté, l'Arménie rétorque que son application permettrait au contraire d'augmenter le volume de ses flux. A priori, ceci paraît être dans l'intérêt des deux pays. Seulement voilà, la Géorgie contribue à sa manière au blocus exercé contre l'Arménie par l'Azerbaïdjan et la Turquie. Pour servir au mieux ce but, elle impose en outre à l'Arménie le paiement d'une exorbitante taxe de transit sous un autre prétexte fallacieux : le trafic routier à destination et en provenance d'Arménie abîmerait le bitume et cela nécessiterait, par conséquent, une participation financière de la part des Arméniens. L'Azerbaïdjan, dont le trafic routier est supérieur à celui de l'Arménie, en est évidemment exonéré. La police participe également puisqu'elle rackette tous les véhicules arméniens qui circulent en Géorgie. Cette situation permet aux transporteurs géorgiens de conserver le monopole du trafic routier à destination et en provenance d'Arménie.

Last but not the least, le conflit abkhazie offre à la Géorgie la possibilité de retarder l'ouverture du chemin de fer qui relie directement l'Arménie à la Russie. Ce conflit, provoqué par la suppression de la république autonome d'Abkhazie, était sur le point d'être réglé, grâce notamment aux efforts de la diplomatie arménienne, lorsqu'en octobre 2001 plusieurs centaines de terroristes géorgiens, tchéchènes et tchérkesses lancèrent une attaque meurtrière contre un village arménien situé derrière la ligne de cessez-le-feu ; bilan : des dizaines de morts et de blessés ; objectif : faire échouer le processus de paix ; résultat : atteint.

La coopération militaire Géorgie-Otan

La coopération militaire avec la Turquie représente un grand danger pour l'Arménie car elle s'inscrit dans la perspective du passage par la Géorgie de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). Les marchés pétroliers mondiaux, qui sont contrôlés par les Etats-Unis, subissent chaque année une augmentation de la demande d'environ 2 millions de barils par jour et ils attendent désormais que les consortiums internationaux respectent les délais. Pour y parvenir, ceux-ci ont accepté, sous l'impulsion politique des Etats-Unis, d'une part, de renoncer à passer par l'Iran et, d'autre part, de contourner l'Arménie et l'Artsakh par la construction d'un gigantesque oléoduc.

La construction du BTC représente un coût financier très important et son exploitation nécessitera une présence militaire permanente pour garantir sa sécurité dans une région qui est en général comparée à une poudrière. Les consortiums internationaux comptent néanmoins réussir grâce à l'armée turque à laquelle les pays occidentaux ont assigné une double mission : porter l'armée géorgienne au niveau

des normes reconnues par l'OTAN et remplacer l'armée russe en Géorgie ; ceci afin d'empêcher l'émiettement de ce pays multinational en plusieurs Etats autonomes et/ou indépendants.

Par ailleurs, la présence de conseillers et instructeurs militaires issus des rangs des pays membres du commandement de l'OTAN, qui servent à entraîner des forces spéciales composées, sur le plan ethnique, par des soldats purement géorgiens, s'inscrit aussi dans la perspective du BTC. L'envoi des forces spéciales à Tsalka – un département limitrophe du Djavakhk peuplé en majorité par des Arméniens et des Grecs – où il serviront pour réprimer toute forme de manifestations hostiles issues de la population civile, qui a coïncidé avec le moment choisi par British Petroleum pour mener ses études de faisabilité en vue de la construction du BTC, vient servir de preuve à cette dernière affirmation.

L'Etat fédéral doit être étendu au Djavakhk

Les hommes politiques et les médias géorgiens blessent la mémoire et l'honneur des Arméniens dispersés dans le monde entier. Ils cherchent visiblement à provoquer leur colère. A cette fin, ils accusent ceux-ci pêle-mêle : “ d'affabulation, d'assassinat, de banditisme, de communisme, d'extrémisme, de fascisme, de nazisme, de proxénétisme, de séparatisme, de terrorisme, etc. ” tandis que les Turcs sont présentés comme des gens vertueux, démocrates et soucieux envers la minorité arménienne en particulier. (The Georgian Times, 17/06 et 12/08, entre autres).

Tous accusent les Arméniens de comploter en faveur de la séparation du Djavakhk pour ensuite demander son rattachement à l'Arménie. En réalité, le Djavakhk revendique ni plus ni moins que son autonomie au sein d'un véritable Etat fédéral. David Rastakian, dirigeant du parti Virk pense en tout cas “ qu'un jour la Géorgie deviendra un véritable Etat fédéral et le Djavakhk, qui est peuplé en majorité par les Arméniens, acquerra son autonomie politique. ” Il affirme en outre que ce concept est l'expression de la volonté populaire et, partant de là, il demande la tenue d'un référendum sur l'octroi de l'autonomie pour le Djavakhk afin qu'un nouveau statut politique offre la possibilité de résoudre plus efficacement les graves problèmes auxquels est confrontée la population. Hélas, cette idée légitime et raisonnable n'enchanté guère les nationalistes au pouvoir.

Ceci étant posé, ces accusations totalement infondées visent un objectif : provoquer des heurts violents entre Arméniens et Géorgiens pour lancer ensuite une vaste campagne d'épuration ethnique. Pour réussir dans cette entreprise la presse dénigre sans cesse le peuple arménien. Voici un exemple rapporté par le journal Golos Armenii montrant bien l'ampleur de la campagne raciste et xénophobe menée en Géorgie à l'encontre des Arméniens. The Georgian Times, un hebdomadaire en anglais, ironise sans complaisance sur un joueur de tennis argentin d'origine arménienne en présentant deux nouvelles à ses lecteurs : “ La mauvaise nouvelle est qu'un Arménien, [David] Nalbandian, est arrivé en finale à Wimbledon ” et “ la bonne nouvelle est qu'il a perdu. ” (Golos Armenii, 01/08).

Les hommes politiques sont également copieusement servis. Mikhaël Sahakshvili, dirigeant politique dont le parti est sorti vainqueur du dernier scrutin électoral, Zohrab Jvania, ancien président du parlement, et, Nino Burjanidze, actuelle présidente du parlement, et beaucoup d'autres sont régulièrement accusés par leurs pairs et la presse d'être Arméniens ; comme si leur appartenance à cette origine en particulier pouvait être considéré comme un délit ou un crime puni par la loi. Cela ne peut pas l'être, évidemment. Mais les ravages psychologiques que cette débauche de racisme et de xénophobie provoque au sein de la société civile laisseront des traces profondes, qui ne pourront être traitées efficacement sans une forte mobilisation de tous les démocrates, au-delà de leurs appartenances nationales respectives.

Tout n'est, heureusement, pas perdu d'avance, car encore nombreux sont ces Arméniens et ces Géorgiens qui désirent se mettre ensemble pour combattre le racisme et la xénophobie dans l'intérêt commun de leurs peuples respectifs.

L'improbable lutte contre le terrorisme islamique

Des “ escadrons de la mort ” géorgiens, mais aussi de tchéchènes, de tchérkesses, de turcs, d'azéris, de pakistanais, d'afghans et d'arabes sillonnent le pays et agissent en toute impunité. Bien qu'ils soient une menace pour la paix, ils ne sont pas visés par la campagne internationale contre le terrorisme. La Géorgie tolère bon gré mal gré ces terroristes sur son sol car ils permettent de justifier la présence militaire turque et occidentale. Cette tactique, d'une naïveté déconcertante, est transparente comme l'eau claire. Elle comporte toutefois des risques géopolitiques.

En effet, s'il est avéré que l'armée nationale géorgienne, formée par l'OTAN, équipée par Israël et soutenu par la Turquie tarde trop à neutraliser les foyers terroristes, les forces arméniennes et russes

agiront elles-mêmes, dès que la situation géopolitique sera favorable. Afin de compliquer un peu cette probable intervention militaire conjointe, qui sera vraisemblablement menée au nom de la légitime défense, la Géorgie a demandé et obtenu, au sommet de l'OSCE en 1999 à Istanbul, l'évacuation de toutes les bases militaires russes : les conditions et les modalités de cette évacuation devant être définies plus tard entre les intéressées.

Cette base, qui fut installée en 1828 pour faire face à l'armée ottomane, représente une hypothèque russe sur la construction du BTC et grève l'entrée de la Géorgie dans l'OTAN. C'est pourquoi, la Géorgie, qui désire confier cette base à l'armée turque, exige sa fermeture avant 2004 – date à laquelle le chantier de l'oléoduc doit en principe arriver au Djavakhk –, soit un an avant son entrée prévue dans l'OTAN. Mais la population arménienne du Djavakhk est strictement opposée à ce plan comme à l'évacuation de la base pour deux raisons : premièrement, elle contribue à l'économie locale et, deuxièmement, elle constitue un solide rempart contre le danger turc.

Cependant, la sphère d'influence russe reflue vers le nord et il n'est pas exclu que dans le cadre d'un marché conclu avec Washington, la Russie décide d'évacuer ses dernières bases en Géorgie – dont celle d'Akhalkalak. Ceci étant, le personnel militaire, qui sert sous drapeau russe, est composé en majorité par les Arméniens du Djavakhk. La Russie évacuera certainement un jour ces dernières bases en Géorgie, mais non sans avoir pris soin de laisser sur place équipements, armes et munitions en quantités suffisantes pour soutenir un long siège et, si la situation géopolitique le permet, pour contre-attaquer en direction de la Mer Noire.

Le spurk doit s'engager et agir maintenant

Si rien ne permet de dire avec certitude que les faits exposés plus haut déboucheront à coup sûr sur un conflit majeur entre Géorgiens et Arméniens, les récents développements ont toutefois de quoi inquiéter en raison principalement de l'état de faiblesse dans lequel est plongé la politique étrangère arménienne suite aux événements de 11 septembre 2001. Occulter cette grave réalité revient en fait à accepter sans broncher la persistance du blocus.

Le Spurk doit maintenant s'engager, définir des priorités et agir de concert avec les Arméniens de Géorgie et les démocrates géorgiens.

La reconnaissance du génocide de 1915 par la Géorgie représente, entre autres, une de ces priorités, mais ce n'est pas la seule. En effet, il convient aussi de renforcer le poids politique des Arméniens dans cet indispensable pays de transit vers l'Europe et la Russie pour, d'une part, refroidir les ardeurs guerrières des ennemis du peuple arménien et, d'autre part, offrir à l'Arménie un accès fiable politiquement et viable économiquement à la Mer Noire.

Cette perspective facilitera, sans aucun doute possible, la réalisation, si chère à l'Occident, des chantiers régionaux que sont " la stabilité politique et la prospérité économique ". A l'inverse, c'est-à-dire si le peuple arménien échoue dans son entreprise, les Turcs et leurs affidés poursuivront, dans le sud du Caucase, la destruction des Arméniens, comme ils détruisirent ceux d'Arménie occidentale et de Cilicie au siècle dernier.

La balle est maintenant dans le camp des vrais démocrates. Arméniens et Géorgiens peuvent encore se mettre d'accord sur leur histoire commune – les Turcs massacrèrent aussi un grand nombre de Géorgiens durant la Première Guerre mondiale – et réussir, dès demain, à créer une entente politique fondée, au-delà de ce qui les sépare aujourd'hui, sur une grande amitié séculaire.

Alea jacta est.

Vrej Armen

© La Lettre de l'ADL, juillet-aout, n°23